



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

montant des pensions

Question au Gouvernement n° 2026

Texte de la question

POUVOIR D'ACHAT DES RETRAITÉS ET RETRAITE DES INFIRMIÈRES

M. le président. La parole est à M. Henri Jibrayel, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Henri Jibrayel. Monsieur le Premier ministre, demain, à l'appel de sept fédérations syndicales, les retraités seront dans la rue pour protester contre la baisse de leur pouvoir d'achat,...

M. Patrick Roy. Eh oui !

M. Henri Jibrayel. ...qui ne cesse de fondre année après année à cause des mesures Balladur de 1993 et de la loi Fillon de 2003.

M. Patrick Roy. Hélas !

M. Henri Jibrayel. Plus d'un million de personnes âgées vivent sous le seuil de pauvreté et nombre d'entre elles sont logées dans des conditions catastrophiques. Chaque jour, nos aînés sont confrontés à la hausse du coût de la vie, celui de la santé, de l'alimentation, du logement, de l'énergie. Le " président du pouvoir d'achat " a abandonné les femmes et les hommes qui ont fait la France d'aujourd'hui.

Au-delà du pouvoir d'achat, alors que le Gouvernement affirme à propos de la réforme des retraites qu'il ne veut pas passer en force, il a déjà scellé le sort des infirmières en ignorant la pénibilité de leur profession.

M. Patrick Roy. Scandaleux ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

M. Henri Jibrayel. Le Gouvernement refuse de lever le bouclier fiscal. Les pensions n'ont augmenté que de 1,9 % en 2009, alors que la hausse du prix des produits de première nécessité était de 5 %. Monsieur le Premier ministre, les retraités ne seront pas dans la rue pour demander l'aumône !

M. Jean-Paul Bacquet. Écoute, François ! (*Protestations sur les bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. Mes chers collègues, seul M. Jibrayel a la parole.

M. Henri Jibrayel. Une fois de plus, allez-vous enfin adopter les dispositifs urgents qui sont nécessaires pour garantir le pouvoir d'achat de tous les retraités ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. Xavier Darcos, ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville.

M. Patrick Roy. Et des retraités étranglés !

M. Xavier Darcos, *ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville*. Monsieur Jibrayel, c'est ce gouvernement qui a garanti le pouvoir d'achat des retraités (*Protestations sur les bancs du groupe SRC*) : vous le savez, la loi dispose explicitement que les pensions sont revalorisées chaque année (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*) en fonction de l'évolution de l'indice des prix.

C'est aussi ce gouvernement qui a voulu porter secours aux retraités placés dans les situations les plus délicates. (*Mêmes mouvements.*) Je rappelle que le minimum vieillesse sera ainsi revalorisé de 25 % d'ici à 2012 (*Mêmes mouvements*) et que les pensions de réversion des 600 000 veuves et veufs les plus modestes l'ont été de 11 % au 1er janvier dernier. (*Mêmes mouvements.*)

M. Roland Muzeau. Et la demi-part ?

M. Xavier Darcos, *ministre du travail*. Je rappelle en outre que 230 000 retraités de l'agriculture, dont la situation était particulièrement difficile, ont bénéficié d'un effort de cent millions d'euros, que vous n'aviez pas consenti

avant nous. (*" C'est faux ! " sur les bancs du groupe SRC.*)

Enfin, en ce qui concerne les infirmières, je ne vois pas où est le problème. De deux choses l'une : soit elles choisissent la nouvelle qualification et la nouvelle rémunération et prennent donc leur retraite plus tard, soit elles s'en tiennent au *statu quo*. Cela ne vaut pas la peine de polémiquer (*Protestations sur les bancs du groupe SRC*) : qu'il s'agisse des retraites ou des statuts nouveaux que nous instituons, le Gouvernement est vigilant. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Henri Jibrayel](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (4^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2026

Rubrique : Retraites : généralités

Ministère interrogé : Travail, relations sociales, famille, solidarité et ville

Ministère attributaire : Travail, relations sociales, famille, solidarité et ville

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 24 février 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 24 février 2010